



Arrêt

**n° 88 680 du 28 septembre 2012
dans l'affaire X / I**

En cause : X

Ayant élu domicile : X

Contre :

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA 1^{re} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 14 mars 2012, par X, qui déclare être de nationalité algérienne, tendant à la suspension et l'annulation de la décision « *déclarant irrecevable une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur pied de l'article 9bis de la loi du 15.12.1980* » prise le 24 octobre 2011 et d'« *un ordre de quitter le territoire* », pris le 28 février 2012.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après, « la loi du 15 décembre 1980 »).

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 31 mai 2012 convoquant les parties à l'audience du 25 juin 2012.

Entendu, en son rapport, C. ADAM, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me R. METTIOU lococo Me N. EVALDRE, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me M. DE SOUSA lococo Me I. SCHIPPERS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

1.1. Le 1^{er} octobre 2010, le requérant a sollicité l'autorisation de séjourner plus de trois mois sur le territoire du Royaume, sur pied de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980. Cette demande a été complétée par un courrier du 16 mai 2011.

1.2. En date du 24 octobre 2011, la partie défenderesse a pris, à son égard, une décision d'irrecevabilité de cette demande et un ordre de quitter le territoire, qui lui ont été notifiés le 28 février 2012. Ces décisions, qui constituent les actes attaqués, sont motivées comme suit :

- S'agissant de la décision déclarant sa demande d'autorisation de séjour irrecevable :

« Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle. »

L'intéressé déclare être arrivé sur le territoire en 2007. Il produit la copie de son passeport national mais force est de constater que celui-ci n'est pas revêtu d'un visa valable. Il n'a sciemment effectué aucune démarche à partir de son pays d'origine en vue d'obtenir une autorisation de séjour ; il s'est installé en Belgique de manière irrégulière sans déclarer ni son entrée ni son séjour auprès des autorités compétentes. Il séjourne sans chercher à obtenir une autorisation de séjour de longue durée autrement que par la demande introduite sur base de l'article 9 bis de la loi du 15.12.1980 en date du 01.10.2010. Il s'ensuit qu'il s'est mis lui-même et en connaissance de cause dans une situation illégale et précaire et est resté délibérément dans cette situation, de sorte qu'il est à l'origine du préjudice qu'il invoque (C.E. 09 juin 2004, n° 132.221).

L'intéressé déclare qu'il ne peut retourner dans son pays d'origine sans porter préjudice à sa vie privée et plus précisément à son actuel emploi. Cependant, il n'apporte aucun élément probant ni un tant soit peu circonstancié pour étayer ses assertions. Or, il incombe à l'intéressé d'étayer son argumentation (Conseil d'Etat du 13/07/2001 n° 97.866). Force est de constater que cet élément ne constitue pas une circonstance exceptionnelle, car il relève de la spéculation purement subjective et dénuée de tout fondement objectif. Dès lors, rien n'empêche l'intéressé de se conformer à la législation en vigueur en matière d'accès, de séjour et d'établissement sur le territoire belge, à savoir lever les autorisations requises auprès des autorités diplomatiques compétentes pour le lieu de sa résidence à l'étranger.

Concernant les éléments d'intégration invoqués par l'intéressé, à savoir qu'il déclare parler le français ainsi que sa volonté de travailler, notons que ces éléments ne sont pas révélateurs d'une impossibilité de retourner, au moins temporairement, au pays d'origine pour introduire une nouvelle demande d'autorisation de séjour pour l'examen de laquelle ces éléments seront évoqués (Conseil d'Etat - Arrêt n° 109.765 du 13.08.2002). L'intéressé doit démontrer à tout le moins qu'il lui est particulièrement difficile de retourner demander l'autorisation de séjour dans son pays d'origine ou de résidence à l'étranger (Conseil d'Etat - Arrêt n° 112.863 du 26.11.2002). Tel n'est pas son cas. »

- S'agissant de l'ordre de quitter le territoire :

« Demeure dans le Royaume sans être porteur des documents visés par l'article 2 de la loi : n'est pas en possession de son visa (Loi du 15.12.1980 — Article 7, al. 1, 1°). L'intéressé est arrivé sur le territoire avec un passeport non revêtu d'un visa valable. Sa date d'arrivée sur le territoire reste indéterminée. Il séjourne de manière illégale sur le territoire. »

2. Exposé du moyen d'annulation

La partie requérante prend un moyen unique *« de la violation de l'article 62 de la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, et violation des articles 2 et 3 de la loi du 29.07.1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, de l'erreur manifeste d'appréciation »*.

Elle allègue que *« la partie adverse a pris une décision stéréotypée sans tenir compte des éléments propres à la cause »*, fait valoir qu'elle est très jeune, *« a multiplié les démarches pour trouver un emploi »*, a transmis *« à la partie adverse une promesse ferme d'embauche »*. Elle ajoute avoir *« des compétences dans un milieu en pénurie »* en sorte qu'elle *« pourrait trouver rapidement un emploi »*. Elle soutient que la partie défenderesse n'a pas examiné les difficultés réelles pour elle de rentrer dans son pays d'origine, car elle *« n'a actuellement au (sic) moyen de subsistance, de telle sorte qu' [elle] ne pourrait vivre en Algérie le temps de solliciter au départ de son pays d'origine un titre de séjour hypothétique »*. Elle en conclut qu'elle établit *« les réelles difficultés, si pas l'impossibilité de solliciter de son poste diplomatique un titre de séjour »*, ce que devait examiner la partie défenderesse *« au stade de la recevabilité »*.

3. Discussion

3.1. En l'espèce, sur le moyen unique ainsi pris, le Conseil rappelle qu'aux termes de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, la demande d'autorisation de séjour doit être introduite auprès d'un poste diplomatique ou consulaire belge dans le pays d'origine ou dans le pays où l'étranger est autorisé au séjour, sauf si des circonstances exceptionnelles font obstacle à cette procédure.

Ces circonstances exceptionnelles, qui ne sont pas définies légalement, ne sont pas des circonstances de force majeure. Partant, il appartient à l'autorité d'apprécier, dans chaque cas d'espèce, le caractère exceptionnel des circonstances alléguées par l'étranger, étant entendu que l'examen de la demande sous deux aspects, celui de la recevabilité et celui du fond, n'exclut nullement qu'un même fait soit à la fois une circonstance exceptionnelle permettant l'introduction de la demande en Belgique et un motif justifiant l'octroi de l'autorisation de séjour.

Enfin, si le Ministre ou son délégué, dans l'examen des circonstances exceptionnelles, dispose d'un très large pouvoir d'appréciation auquel le Conseil ne peut se substituer, il n'en est pas moins tenu de motiver sa décision et de la justifier en tenant compte de tous les éléments propres au cas qui lui est soumis. Cette obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'expliciter les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

3.2.1. En l'occurrence, le Conseil observe que l'argumentation de la partie requérante selon laquelle la décision attaquée serait stéréotypée, manque en fait.

En effet, le Conseil constate que la motivation de la décision entreprise révèle que la partie défenderesse a répondu adéquatement et suffisamment aux principaux éléments soulevés dans la demande d'autorisation de séjour de la partie requérante, et ce de manière individualisée, en expliquant pourquoi elle estimait que ces éléments ne constituaient pas des circonstances exceptionnelles au sens indiqué *supra*.

Le Conseil relève que cette motivation n'est pas utilement contestée par la partie requérante qui tente, en réalité, d'amener le Conseil à substituer son appréciation à celle de la partie défenderesse, ce qui ne saurait être admis, compte tenu de ce qui a été dit précédemment. De même, la partie requérante reste en défaut de démontrer *in concreto* en quoi la partie défenderesse aurait commis une erreur manifeste dans l'appréciation des éléments qui lui étaient soumis, lors de la prise de l'acte attaqué. En effet, elle se limite, pour l'essentiel, à répéter les éléments qui figuraient dans sa demande d'autorisation de séjour.

3.2.2. S'agissant de l'argumentation selon laquelle elle « *n'a actuellement au (sic) moyen de subsistance, de telle sorte qu'elle ne pourrait vivre en Algérie le temps de solliciter au départ de son pays d'origine un titre de séjour hypothétique* » et qu'elle établit donc « *les réelles difficultés, si pas l'impossibilité de solliciter de son poste diplomatique un titre de séjour* », force est de constater que cet élément n'a jamais été invoqué auparavant, que ce soit à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour introduite le 1er octobre 2010, ou du complément à celle-ci du 16 mai 2011. Or, le Conseil rappelle que la légalité d'un acte administratif s'apprécie en fonction des éléments dont l'autorité avait connaissance au moment de statuer (en ce sens, notamment : C.E., arrêt n°110.548 du 23 septembre 2002), en sorte que la partie requérante n'est pas fondée à reprocher à la partie défenderesse de ne pas avoir motivé sa décision sur ce point.

3.2.3. Au surplus, s'agissant du jeune âge de la partie requérante, soulevé de manière lapidaire en termes de requête, le Conseil constate qu'il ressort du dossier administratif que la partie requérante n'a jamais invoqué cet élément comme étant constitutif d'une circonstance exceptionnelle l'empêchant de rentrer dans son pays d'origine pour y lever les autorisations ad hoc, en sorte qu'il ne peut être reproché à la partie défenderesse de ne pas avoir motivé sa décision sur ce point.

3.3. Il résulte de ce qui précède que le moyen unique n'est pas fondé.

4. Débats succincts

4.1. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation ne peut être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4.2. La requête en annulation étant rejetée par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La requête en suspension et annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-huit septembre deux mille douze par :

Mme C. ADAM,

président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme L. BEN AYAD,

greffier.

Le greffier,

Le président,

L. BEN AYAD

C. ADAM